

Les entreprises allemandes en France

Situation économique
et perspectives 2020-2024

Septembre 2020



EY

Building a better
working world



Deutsch-Französische
Industrie- und Handelskammer
Chambre Franco-Allemande
de Commerce et d'Industrie

AVANT-
PROPOS



AVANT-PROPOS

L'année 2020 entrera dans l'histoire à plus d'un titre. En début d'année, l'économie française était plus attractive que jamais. Puis la crise sanitaire a frappé.

Avec leurs rapports respectifs publiés au printemps, EY et Business France ont montré qu'en 2019, la France est devenue pour la première fois le pays d'Europe qui accueille le plus d'investissements directs étrangers, en particulier allemands. De fait, les investisseurs allemands apportent une contribution majeure à l'économie française avec plus de 2 500 entreprises et 320 000 emplois dans l'Hexagone.

Comment allaient les entreprises allemandes en France avant la crise sanitaire ? Comment ont-elles vécu cette crise ? Quel regard portent-elles sur l'environnement des affaires avant et après ? Comment évoluent investissements et recrutements ? Et de manière générale, quels sont les atouts et défis de la France ?



Guy Maugis

Président de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

La septième édition de l'enquête « Entreprises allemandes en France : Situation économique et perspectives » tente de répondre à ces questions. Comme nous le faisons tous les deux ans, la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie et EY se sont associés pour donner la parole aux entreprises allemandes en France et faire connaître leur point de vue sur la France comme pays d'implantation.

Nous espérons que ce travail commun permettra aux futurs investisseurs, aux institutions publiques et privées ainsi qu'aux médias de comprendre les avantages offerts par la France et de prendre connaissance des améliorations souhaitées par les entreprises allemandes

Nous tenons à remercier toutes celles et ceux qui ont participé à cette enquête et espérons qu'elle contribuera positivement au dialogue franco-allemand.



Éric Fourel

Président d'EY en France



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS	6
SYNTHÈSE	8
AVANT LA CRISE DE LA COVID-19 : UNE TENDANCE POSITIVE MALGRÉ QUELQUES PERTURBATIONS	14
LA CRISE DE LA COVID-19 : UN CHOC BRUTAL ET DES CONSÉQUENCES INATTENDUES	18
QUELLES PRIORITÉS ET QUELS TALENTS POUR REBONDIR ?	24
LA FRANCE TOUJOURS TERRE DE CHOIX POUR LES IDE ALLEMANDS	26
ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE POUR LES IDE EN 2019 : LA FRANCE N°1 EN EUROPE	34
MÉTHODOLOGIE	38
CONTACTS	40

Nous adressons des remerciements particuliers aux dirigeants qui ont accepté de témoigner :

- ▶ Marc Becker, Schaeffler
- ▶ Peter Bichara, Siemens
- ▶ Vincent Bouthors, Kaeser Compressor
- ▶ Julien Calloud, Jungheinrich
- ▶ Heiko Carrie, Bosch
- ▶ Christophe Charoy, Multivac
- ▶ Philippe Dayron, Faber-Castell
- ▶ Nicolas Denis, Messer
- ▶ Sophie Dominjon, Dekra
- ▶ Christophe Dorin, Wepa
- ▶ Jean Fabre, Phoenix Pharma
- ▶ Christelle Garier-Reboul, B.Braun
- ▶ Pierre Hugel, Würth
- ▶ Thierry Hulot, Merck
- ▶ Hanno Klausmeier, SAPLabs
- ▶ Hans-Peter Kurzweil, Wago
- ▶ Francois Laurent, Covestro
- ▶ Thierry Marchegay, Karl Schmidt
- ▶ Alexander Melikyan, Stauff
- ▶ Thierry Platon, Kaefer-Wanner
- ▶ Benoît Rabilloud, Bayer
- ▶ Jean-Claude Reverdell, SEW-UsoCome
- ▶ Alexandre Thorn, Andreas Stihl

Cette enquête a été menée par :

**la Chambre Franco-Allemande
de Commerce et d'Industrie**
18, rue Balard
F-75015 Paris
Tél. : 00-33-(0)1 40 58 35 35
Fax : 00-33-(0)1 45 75 47 39
ahk@francoallemand.com
www.francoallemand.com

EY
Tour First
1, place des Saisons
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex, France
Tél. : 00-33-(0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

Avec le soutien de :



Business France
677 Boulevard Saint-Jacques,
75014 Paris

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

1



92%



Une satisfaction en constante amélioration jusqu'à la crise sanitaire

92% jugeaient leur chiffre d'affaires d'avant crise « satisfaisant » ou « bon ». C'est 5 points de plus qu'en 2018. Avant la crise, plus de la moitié des répondants considéraient les perspectives économiques de la France « encourageantes » à six mois, à un an et même à deux-quatre ans.

Investissements et recrutements résistent face à la crise



Un dirigeant sur trois déclare maintenir ou augmenter son plan d'investissement ou son plan d'embauche.

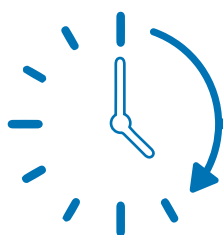


Retour à une certaine normalité

À horizon 2022-24, 45% des répondants sont optimistes pour l'avenir de leur entreprise. On se rapproche alors des données d'avant la crise.



Toulouse

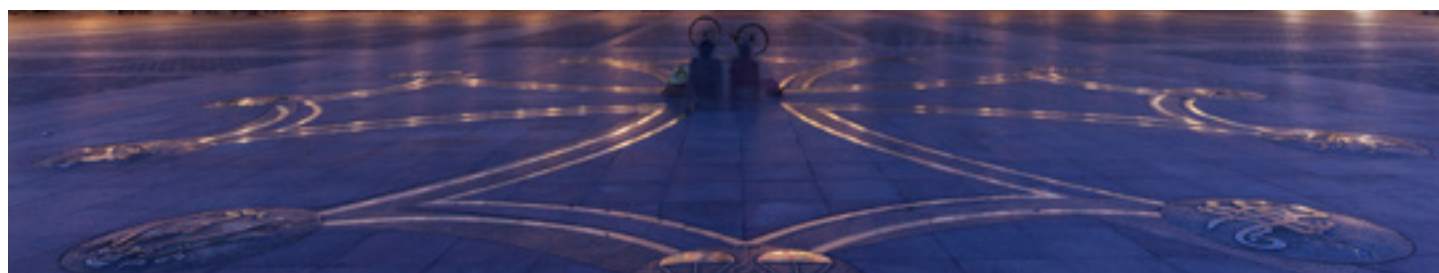
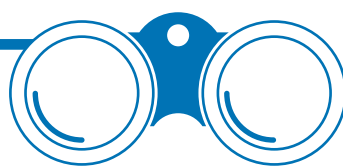


La crise sanitaire a accéléré l'adoption du numérique et du télétravail de deux à trois ans

Les entreprises qui le pouvaient ont transformé leur manière de travailler. Peu d'entre elles reviendront en arrière.

La France doit mieux communiquer sur ses réformes

La France doit accélérer ses réformes fiscales et donner une vision à long-terme aux investisseurs sur les changements réglementaires à venir.





La France est un partenaire économique et scientifique privilégié pour l'Allemagne.

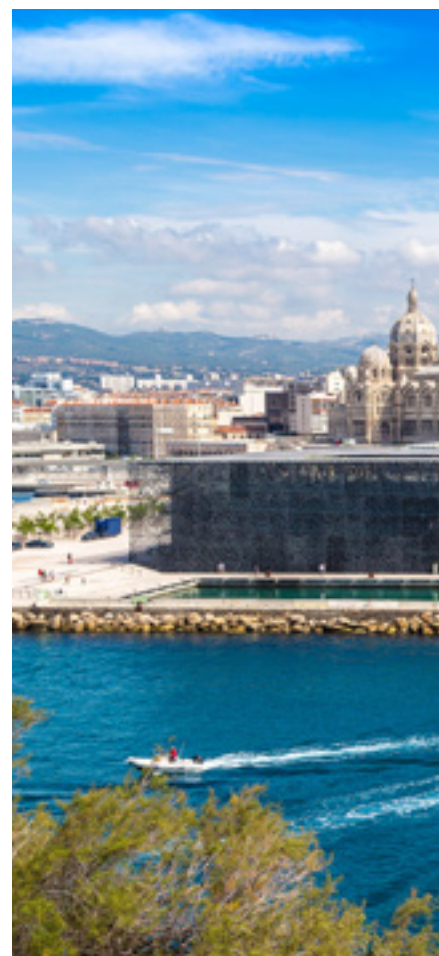
Le tissu économique français compte 2 500 entreprises contrôlées par des investisseurs allemands, employant plus de 320 000 personnes en France. Après les Etats Unis, l'Allemagne est le 2ème pays investisseur dans l'Hexagone en 2019.

En Europe, la France est la première destination pour les projets des entreprises allemandes, et la seconde en nombre d'emplois créés en 2019. Selon l'analyse d'EY, parmi 675 projets d'IDE initiés par l'Allemagne en 2019, 21% ont été réalisés en France. Environ 3 640 nouveaux postes ont été créés.

L'enquête CFACI/EY de 2018 montrait un grand optimisme suite aux réformes engagées par les autorités françaises. Cette édition révèle un enthousiasme jusqu'au confinement. Aujourd'hui, la succession de crises de ces trois dernières années a écorné l'image sans casser la relation. La France reste la destination préférée des investissements directs allemands, derrière les deux géants asiatiques et l'Amérique du nord.

1/3 des IDE allemands en France sont des projets industriels, majoritairement des projets d'extension. Ces derniers illustrent le renouvellement de la confiance accordée au site France. La France, grâce notamment à son savoir-faire dans l'industrie 4.0, a une carte à jouer dans les relocalisations annoncées pendant la crise sanitaire.

Notre enquête mène aux constats suivants :





Marseille

[1]

Avant la crise de la COVID-19 : une tendance très positive

La situation avant la crise était particulièrement favorable car, pour le premier trimestre 2020, 92% des entreprises allemandes interrogées jugeaient leur chiffre d'affaires d'avant crise « satisfaisant » ou « bon ». C'est 5 points de plus qu'en 2018. Plus d'un tiers des répondants envisageaient une hausse de leur chiffre d'affaires, accompagnée d'un accroissement des effectifs et des investissements à l'horizon 2022-24. De plus, malgré un climat social tendu en 2019, les investisseurs allemands restaient positifs à l'égard de leur activité en France : 45% des répondants ont enregistré une hausse de leurs bénéfices en 2019. 81% d'entre eux étaient satisfaits des résultats de leur entreprise, contre 78% lors de l'étude précédente. Cette amélioration confirme la tendance de 2018.



[2]

Les investisseurs allemands durement frappés par la crise de la COVID-19. Le rebond attendu à partir de 2022

La crise sanitaire a drastiquement affecté l'activité en France. 90% des répondants déclarent avoir enregistré une chute de leur chiffre d'affaires. Pour 46% d'entre eux, la chute est estimée à plus de 20% pour l'année 2020. Même les secteurs considérés comme essentiels pendant le confinement enregistrent des baisses. 17% des entreprises répondantes ont dû cesser totalement leur activité pendant le confinement. Mais les aides rapides du gouvernement aux entreprises sont saluées. Après une lente remontée en 2021, les investissements et embauches devraient reprendre à l'horizon 2022-24.



[3]

Le couple franco-allemand plus moteur que jamais

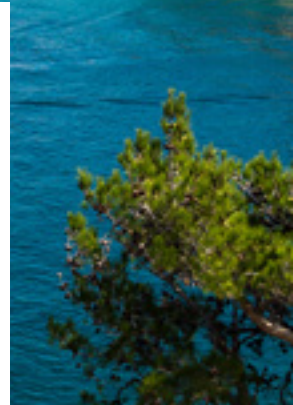
La crise sanitaire a mis en exergue l'importance de la coopération franco-allemande. France et Allemagne ont travaillé la main dans la main à tous les niveaux, de manière coordonnée et efficace. Le couple franco-allemand a été et demeure le moteur de l'Europe.



[4]

La crise sanitaire, accélérateur de la digitalisation

La crise a également accéléré l'adoption du numérique et du télétravail. Lors des entretiens menés, les entreprises indiquent avoir gagné deux à trois ans dans la digitalisation de leurs méthodes de travail.





[5]

Les facteurs majeurs de réussite sur le marché français restent la qualité et le service au client

Comme en 2016 et 2018, la qualité des produits et des services ainsi que le service au client sont les facteurs les plus importants pour réussir en France. La connaissance du marché reste également un enjeu crucial. Les dirigeants estiment disposer d'équipes françaises compétentes pour relever ces défis.

[6]

A améliorer : lourdeur administrative, fiscalité franco-allemande et niveau d'anglais

Les principaux obstacles à l'investissement restent la lourdeur administrative, les charges sociales, la fiscalité, le cadre réglementaire et le manque de clarté des textes. Le manque de visibilité sur les réformes à venir freine les investisseurs. Elles doivent continuer et s'accélérer. Les personnes interrogées mettent aussi particulièrement en avant un besoin d'harmonisation fiscale entre la France et l'Allemagne. Enfin, les entreprises sont aussi beaucoup plus nombreuses que par le passé à souligner le mauvais niveau d'anglais de leurs salariés français.



[7]

Malgré tout, la France conserve ses points forts

La France conserve ses points forts : taille du marché, infrastructures, formation des ingénieurs, le Crédit Impôt Recherche (CIR), et, tout particulièrement, l'innovation et la créativité.



[8]

Avant la crise : la France enfin au sommet tandis que l'Allemagne décroche

La satisfaction des investisseurs allemands exprimée dans cette enquête s'inscrit dans une tendance plus large : en 2019, la France a pris, pour la première fois, la première place européenne des investissements internationaux, dépassant l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Elle reste numéro un pour les investissements dans l'industrie et dans la logistique, deux secteurs de prédilection des investisseurs allemands qui contribuent largement à les développer. L'enquête CFACI/EY de 2018 montrait un grand optimisme après les réformes engagées par les gouvernements. Aujourd'hui, la succession de crises ces 3 dernières années a écorné l'image sans casser la relation. La France reste la destination préférée des IDE allemands en Europe.

„La crise sanitaire a durement frappé l'économie française. Mais les programmes d'aide publique et le plan de relance visent à moderniser le pays. Grâce à la volonté de l'État d'investir dans des technologies prometteuses en temps de crise, le marché français reste attractif pour les entreprises allemandes. La réduction prévue des coûts de production, qui augmentera la compétitivité de la France en tant que site industriel, renforcera encore cette tendance. “



Patrick Brandmaier
Directeur Général de la
Chambre Franco-Allemande
de Commerce et d'Industrie



En conclusion

La situation de la France jusqu'en mars 2020 était encourageante, malgré les Gilets jaunes et les grèves. Les entreprises interrogées saluent les réformes engagées mais attendent que celles-ci aillent plus loin. Pendant la crise sanitaire, à travers les aides importantes aux entreprises, la France a envoyé un message fort quant à leur importance. Ces aides ont largement été saluées par les entreprises allemandes en France et leurs maisons-mères. Elles ont confirmé le sentiment que la France est à l'écoute des entreprises, comme en 2018.

La crise sanitaire impacte fortement l'année 2020 : les entreprises interrogées envisagent une lente remontée en 2021 qui s'accélèrera à partir de 2022-24.

Il reste néanmoins de forts besoins de réformes. Les atouts actuels de la France comme la taille du marché, les infrastructures, la formation des ingénieurs doivent être rendus encore plus attractifs. Les principaux axes d'amélioration mentionnés sont la lourdeur réglementaire, les obligations françaises allant souvent plus loin que le cadre européen, et la clarté concernant les réformes à venir. Les investisseurs veulent avoir une visibilité à long terme. Ils attendent, en particulier, une baisse des taxes et charges sociales qui pèsent lourdement sur l'activité.

Malgré les différents événements, la France est plus attractive que jamais pour les entreprises allemandes.



Jean-Roch Varon

EY, Associé, leader de l'activité
Audit & Conseil en finance,
Western Europe & Maghreb

„La France doit capitaliser sur ses atouts évidents pour retrouver son attractivité avant crise sanitaire. Le plan de relance post crise sanitaire est un bon début, mais, comme le montre l'étude, il doit être accompagné de changements structurels. Ces changements ne peuvent se faire sans l'Europe et surtout son partenaire historique qu'est l'Allemagne.“

AVANT LA CRISE DE LA COVID-19 : UNE TENDANCE POSITIVE MALGRÉ QUELQUES PERTURBATIONS

3



Avant la crise sanitaire, la confiance des entreprises allemandes en l'économie française était grande

La tendance générale était stable ou à la hausse par rapport à 2018, ceci malgré deux années marquées par les Gilets jaunes et les grèves.

L'étude menée en 2018 avait montré un bond significatif de l'enthousiasme des investisseurs allemands, par rapport à 2016. La France avait alors redoré son blason auprès des investisseurs allemands et elle a poursuivi dans cette voie. Comme le résume l'un de nos interlocuteurs cette année : « *La situation avant le COVID-19 était contrastée entre dynamisme économique et situation sociale instable. Sur le plan économique, la crise est arrivée en pleine embellie* ».



Perspectives de l'économie française jusqu'à la crise de la COVID-19

% de répondants déclarant la situation encourageante

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

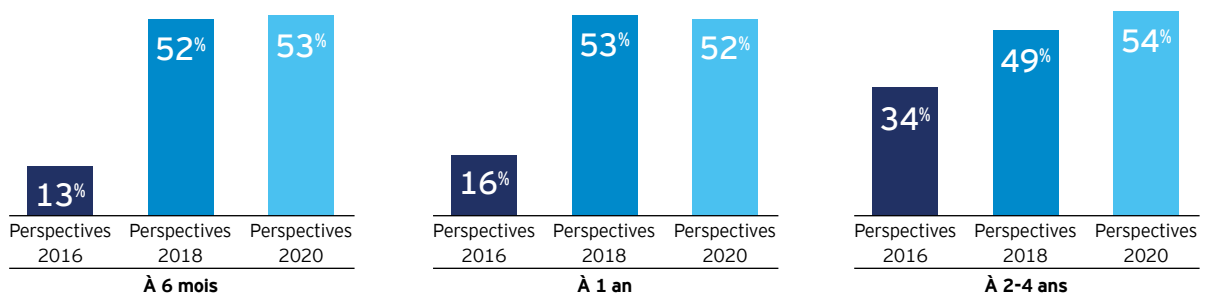


Figure 1



Grenoble



Les dirigeants interrogés apprécient le discours « *Business First* » du gouvernement. Avant comme après la crise, ils estiment que ce dernier est à leur écoute. Les réformes menées depuis plusieurs années ont démontré leur impact positif, même si, du point de vue de nombreux dirigeants, il va falloir les accélérer et les approfondir.

La France a clairement maintenu son attractivité à court et moyen terme et l'a même augmentée à long terme.

Comment était votre chiffre d'affaires 2020 jusqu'au confinement ?

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

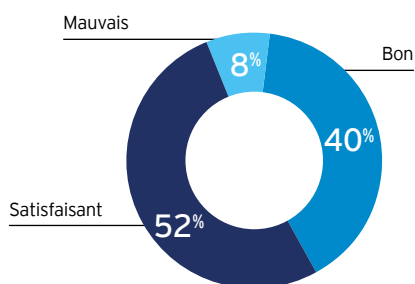


Figure 2

Pour la période pré-COVID, 92% des répondants considèrent leur chiffre d'affaires « bon » ou « satisfaisant », soit 5 points de plus que dans l'enquête précédente. 52% des répondants jugent leur chiffre d'affaires satisfaisant. C'est 7 points de plus qu'en 2018. 40% le jugent « bon », soit 2 points de moins qu'en 2018. Seuls 8% le qualifient de « mauvais », contre 13% il y a deux ans.

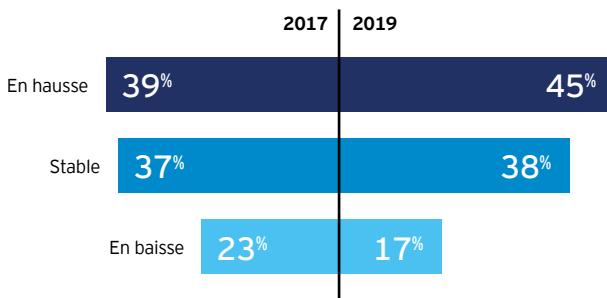
Plus d'un tiers des répondants envisageaient une hausse de leur chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année, accompagnée d'un accroissement des effectifs et des investissements à l'horizon 2022-24.



Évolution de votre bénéfice avant impôts

% de répondants

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024 en France - 2020-2024



Cet optimisme avant la crise sanitaire était soutenu par la hausse du bénéfice avant impôts en 2019. En effet, 45% des répondants ont enregistré une hausse de leur bénéfice, soit 6 points de plus qu'en 2017. Seuls 17% voient leur bénéfice baisser, soit 6 points de moins qu'en 2017..

Figure 3





Étiez-vous satisfait(e) des résultats de votre activité en France avant la pandémie ?

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

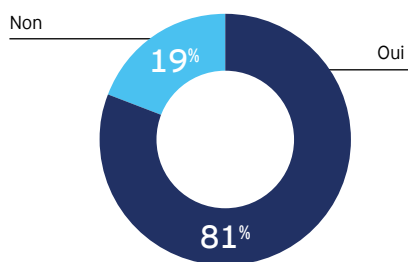


Figure 4

De manière générale, les résultats de l'enquête montrent une satisfaction générale à la hausse puisque 81% des répondants se disent satisfaits de leur activité en France, contre 78% en 2018, ceci malgré un climat social tendu. Cette amélioration confirme la tendance identifiée lors de la dernière enquête CFACI/EY. Elle est aussi le miroir de l'attractivité de la France auprès de l'ensemble des investisseurs étrangers constatée cette année par tous les observateurs.



LA CRISE DE LA COVID-19 : UN CHOC BRUTAL ET DES CONSÉQUENCES INATTENDUES

4



Le choc

90% des répondants déclarent avoir enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires. Même les secteurs considérés de première nécessité ont été touchés.

Les entreprises ont été frappées dans des proportions différentes. 10% des répondants n'ont pas vu leur chiffre d'affaires baisser. 46% prévoient une perte de chiffre d'affaires de moins de 20%. Mais 44% anticipent une baisse du chiffre d'affaires de plus de 20%. 17% des entreprises répondantes ont dû cesser leur activité pendant le confinement, faute de pouvoir télétravailler : fermeture obligatoire de nombreuses usines, arrêt des chantiers en cours ou encore fermeture des frontières européennes et internationales les ont donc très durement affectées.

La crise a eu des effets variés : 91% des répondants ont enregistré une baisse de la demande. Ils ont été souvent victimes d'annulations ou de reports d'appels d'offres (51%) ou d'incertitudes sur les investissements à venir (44%). Malgré la mise en place rapide de l'activité partielle, des prêts garantis par l'Etat et du décalage de trésorerie, 20% des répondants déclarent avoir des difficultés de trésorerie.

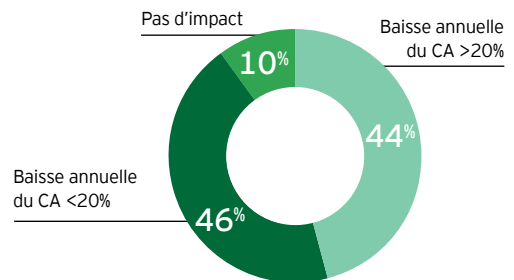
Certains sont, malgré tout, optimistes. Ils considèrent que le chiffre d'affaires est reporté, pas perdu. Idem pour les investissements qui ne seront que ralentis et décalés. Parfois, la crise a même relancé certaines activités, comme le secteur de l'outillage de jardin. Il existe donc des signes encourageants à court terme. Mais la crise est mondiale et touche de nombreux secteurs. Toutes les personnes interrogées misent donc sur une reprise à partir de 2022, pas avant.

Impact de la pandémie sur les entreprises

% de répondants

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

Quel impact la crise a-t-elle eu sur votre chiffre d'affaires ?



Votre entreprise a-t-elle dû cesser ses activités ?

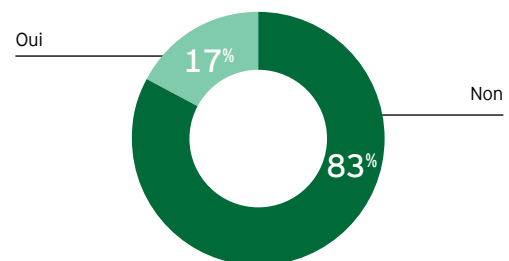


Figure 5



Vernegues, Provence

Les principaux effets de la crise

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

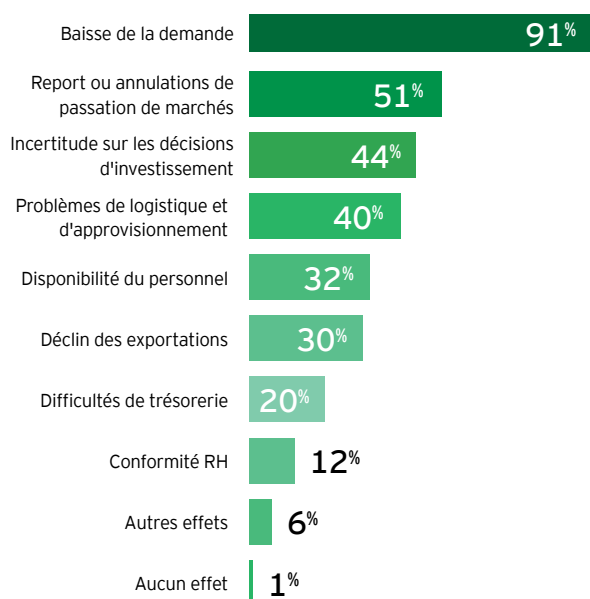


Figure 6

Regain de solidarité et coopération franco-allemande

La crise a amené tout le monde à faire preuve de solidarité. Ainsi, 52% des répondants déclarent avoir soutenu la communauté par des dons de matériel ou en offrant un soutien logistique. Certaines lignes de production ont même été converties pour répondre aux besoins de la crise sanitaire.

Cette solidarité s'est aussi exprimée au sein de la filiale française et de l'ensemble du groupe. Un industriel témoigne : « *Assez rapidement, nous avons pu constater une nette amélioration du dialogue social au sein de notre entreprise. La présence active de la Direction*

a significativement renforcé les relations avec les représentants du personnel ainsi que la volonté de trouver un consensus dans cet environnement imprévisible ». Par la suite, les dirigeants interrogés notent que la pandémie a rapproché les salariés de leur entreprise. Ils évoquent « *un certain plaisir du retour au bureau* » et « *l'intérêt que les salariés portent à l'entreprise et à leur emploi* ». Les conflits sociaux généralisés d'avant la crise n'ont pas ressurgi pendant celle-ci. En général, le dialogue social était plus ouvert et constructif.

Cette même solidarité s'est ressentie entre les deux pays. De nombreuses filiales de groupe nous ont indiqué que la relation en temps de crise avec leur maison-mère était très constructive. Elles ont trouvé des solutions industrielles et logistiques ensemble. Le partage de bonnes pratiques et le travail « main dans la main » étaient le quotidien dans cette période très particulière. Dans l'esprit de nos interlocuteurs, cette période a clairement démontré l'importance fondamentale du socle franco-allemand. De même, ils saluent la coopération des états français et allemand. Nous avons mené l'étude juste avant l'accord du 21 juillet 2020. Les modalités pratiques de la relance européenne étaient alors mal connues. Il n'en demeure pas moins que les personnes sondées s'accordent sur le fait que la crise sanitaire a montré la solidité et l'importance du socle franco-allemand. La gestion commune de la crise, au niveau des entreprises comme au niveau des états, a renforcé ces liens. Ils sont nombreux à penser que « *l'initiative franco-allemande du 18 mai 2020 pour une relance européenne souligne une fois de plus que les deux pays représentent le moteur de l'Union européenne. Cette volonté est porteuse d'espoir* ».

Les groupes allemands ont également été impressionnés par la rapidité et le volume des aides à destination des entreprises, même si certains estiment que l'arrêt de l'activité a été trop abrupt et trop complet. Ces initiatives ont démontré que les entreprises sont au cœur des préoccupations de l'état français en temps de crise. Ce message a bien été entendu par les entreprises interrogées.



Accélération du télétravail et de la digitalisation

La crise a transformé les comportements et pratiques des entreprises. La digitalisation a fait un bond en avant. Nos interlocuteurs estiment avoir avancé de deux à trois années dans la transformation numérique.

Les évolutions sont multiples. Elles concernent tous les échanges en interne et avec l'extérieur, qu'ils s'agisse des moyens de communication, de télétravail, les paiements, la *supply chain*, etc. Les paiements – qui pour certains étaient encore effectués par chèque – ont basculé sur les LCR dématérialisés, le « zéro papier » et les signatures électroniques se sont développés.

Le télétravail s'est placé au cœur des préoccupations avec la crise sanitaire. Les entreprises qui n'étaient pas organisées pour un télétravail massif ont dû le mettre en place rapidement. Certains déplorent qu'il soit présenté comme la panacée alors que l'activité de leur entreprise ou certaines fonctions ne s'y prêtent pas. Il est, parfois, perçu comme générant un fossé entre les télétravailleurs et les autres : « La crise sanitaire a changé nos méthodes de travail : le télétravail s'est développé et la digitalisation a progressé. Mais il faudra trouver le bon équilibre pour le télétravail et ne pas créer une distance entre ceux qui peuvent télétravailler et ceux qui ne peuvent pas ». Les cas

de salariés « décrocheurs » qui ont du mal à revenir sur le lieu de travail, inquiètent. Enfin, il convient de souligner le défi que représente un bon encadrement de cette pratique pour assurer une séparation entre vie professionnelle et vie personnelle.

Mais si 83% des répondants ont pu continuer leur activité, c'est notamment grâce à la digitalisation et au télétravail. De nombreuses organisations maintiendront donc ce dernier pour une période indéterminée. L'une d'entre elles témoigne : « L'apprentissage forcé des nouveaux outils en peu de temps a permis de gagner deux à trois ans pour leur appropriation. Avant, nous ne concevions le télétravail que dans un cadre très réglementé, aujourd'hui nous facilitons ce processus. Dans le futur proche, les méthodes de travail vont évoluer : le télétravail deviendra plus courant et le travail ainsi plus flexible ».

„Dans le secteur de la santé, la crise liée à la COVID a montré l'importance de la collaboration entre les acteurs privés et les acteurs publics qui ont fait preuve d'un grand pragmatisme. L'état français a ainsi pu compter sur la mobilisation de tous les acteurs de la filière mais il reste encore du chemin à parcourir pour construire un modèle vertueux de souveraineté au niveau français et surtout au niveau européen. L'axe franco-allemand sera sûrement un axe fort de cette transformation nécessaire qui passera par une meilleure utilisation des données de santé et une simplification du cadre réglementaire.“



Cedric Foray
EY-Parthenon, Associé



Baisse des investissements et des embauches dans l'immédiat mais rebond attendu à partir de 2022

Perspectives d'évolution de votre secteur d'activité avant et après la pandémie*

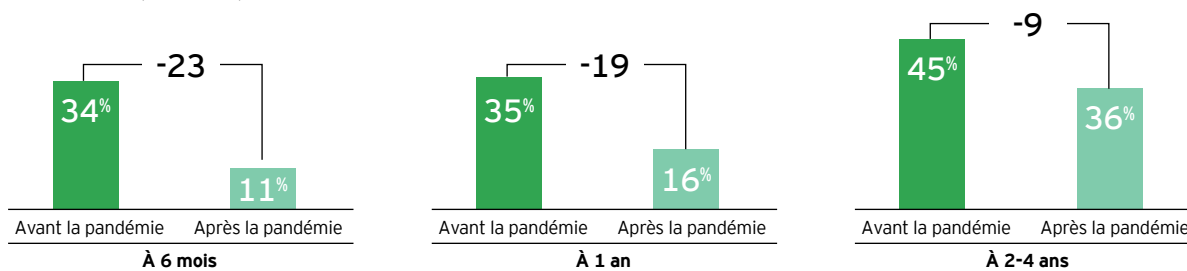


Figure 7

L'impact de la crise sanitaire se fait également ressentir sur les perspectives d'évolution des secteurs d'activité des entreprises allemandes. Avant la crise, 34% des répondants jugeaient l'activité de leur secteur encourageante à 6 mois, 35% à 1 an et 45% à 2-4 ans. En juin/juillet, la situation est tellement dégradée que seuls 11% des répondants se montrent optimistes pour les 6 mois à venir. A 2-4 ans, ils sont 36%, ce qui est inférieur de 9 points aux prévisions d'avant crise.

Les perspectives des entreprises elles-mêmes s'inscrivent dans cette tendance générale des secteurs. Elles se sont largement détériorées : Avant la crise, 45% des répondants jugeaient leur activité à 6 mois encourageante. Ils ne sont plus que 15% en juin/juillet. L'année 2020 sera clairement mauvaise et l'année 2021 sera une année de transition. Les perspectives à 2-4 ans sont plus réjouissantes : 45% des répondants sont, à nouveau, optimistes. Seuls 11% des entreprises estiment que leurs perspectives dans 2 à 4 ans sont mauvaises. En général, les entreprises interrogées tablent sur une reprise à horizon 2022-24.

Perspectives d'évolution de l'activité économique de votre entreprise avant et après la pandémie*

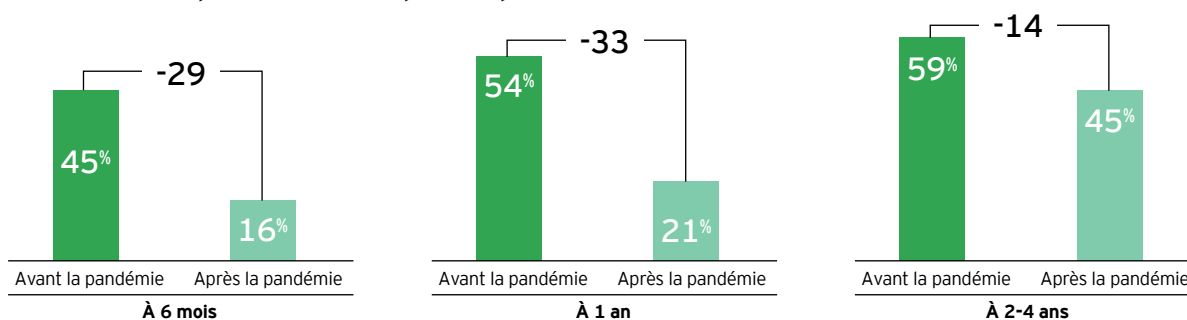


Figure 8

* % de répondants déclarant la situation encourageante

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024



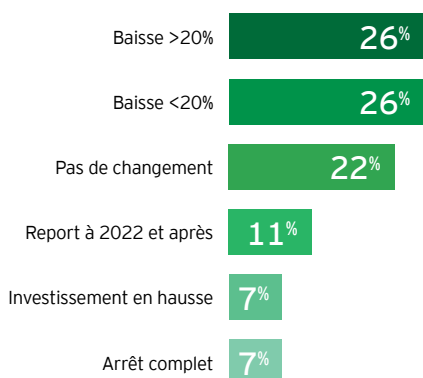
„Avant l'arrivée de la Covid-19, les perspectives de l'économie française étaient bonnes malgré les grèves et les Gilets jaunes. La crise perturbe la dynamique positive mais les grands projets (JO, Grand Paris) et le lancement du plan « France relance » début septembre devraient contribuer à la reprise. La France demeure clairement un pays attractif et important pour le groupe Siemens“.



Peter Bichara
Siemens SAS

Impact de la crise sur les plans d'investissements*

Comment la crise affecte-t-elle vos plans d'investissements ?



Impact de la crise sur les plans d'embauche*

Comment la crise affecte-t-elle vos plans d'embauche ?

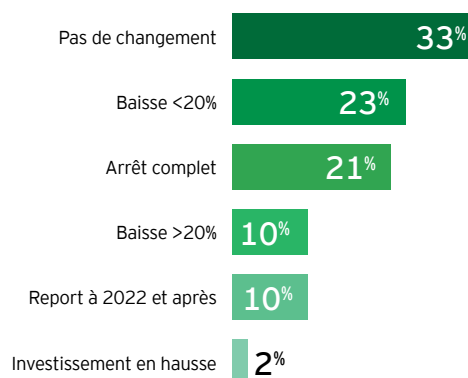


Figure 9

* % de répondants déclarant une évolution à la hausse

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

Les effets de la crise sur les plans d'investissements pour 2020 sont contrastés : 7% des répondants annoncent le gel complet des investissements et 11% les reportent à 2022 et après. 52% évoquent une réduction de plus ou moins 20%. Enfin, près d'un tiers des répondants ne changent pas leurs plans, voire les augmentent.

Dans le cadre des entretiens menés, les entreprises nous ont indiqué que leur stratégie d'investissement a beaucoup évolué en peu de temps. Après un arrêt complet pendant la phase de confinement, les investissements ont repris au moment du déconfinement. La priorité a été donnée aux investissements stratégiques. Les autres ont été reportés. En 2022-2024, les investissements devraient avoir retrouvé leur niveau d'avant la crise.



La volonté du gouvernement de rapatrier certaines industries en France ou en Europe, en particulier dans le secteur pharmaceutique, pourra influencer sur les investissements à venir. Les entreprises interrogées sont unanimes sur le fait qu'aucune d'entre elle n'envisage de quitter la France. La crise sanitaire aura aussi des conséquences profondes sur les plans d'embauche. Bonne nouvelle : un tiers des répondants ne modifiera pas ses recrutements. Mais un autre tiers prévoit de les réduire. Surtout, 21% des répondants bloquent les embauches en 2020 et 10% prévoient même de les ajourner jusqu'en 2022. Il s'agit là d'une brusque interruption de la progression record connue jusqu'ici. Pour rappel, les investissements allemands ont créé de 3 500 à 5 000 emplois en France en 2019 selon les sources.

Conclusion : La crise comme accélérateur de changements profonds et durables

Pour faire face au choc économique, le gouvernement français a mis en œuvre un dispositif sans précédent de soutien aux entreprises. La grande majorité des investisseurs allemands estime que la France a bien géré la première partie de la crise. Les dirigeants saluent le système d'activité partielle, les prêts garantis par l'État et les possibilités de décalage de trésorerie, parfois même, considérés comme plus efficaces qu'en Allemagne. L'arrêt abrupt de l'activité est critiqué par certains, mais la rapidité et l'ampleur des mesures mises en place sont vivement appréciées.



Suivant l'exemple de l'Allemagne, certains de nos interlocuteurs auraient préféré des mesures plus adaptées à chaque région, ainsi que l'exigence de contreparties pour les salariés en activité partielle. Ils espèrent que le gouvernement incitera les consommateurs à dépenser l'épargne accumulée pendant le confinement. Ils aimeraient ainsi que la France suive l'exemple de l'Allemagne, qui mise sur la stimulation de la consommation par des baisses d'impôts comme la TVA et des aides aux familles.

La crise sanitaire est un accélérateur de changements profonds et durables dans les manières de travailler et une réelle opportunité pour approfondir les réformes entamées.



Charlotte Jansen

EY, Associate Partner, International
Trade Flow Allemagne

„La crise sanitaire a démontré la force et la solidité du couple franco-allemand. La coopération dans le quotidien des entreprises, les solutions trouvées et le dialogue constant sont clé pour le futur de l'Europe. La relance économique ne peut se faire sans une coordination entre la France et l'Allemagne“.

QUELLES PRIORITÉS ET QUELS TALENTS POUR REBONDIR ?

5



Enjeux des entreprises et qualité des équipes

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

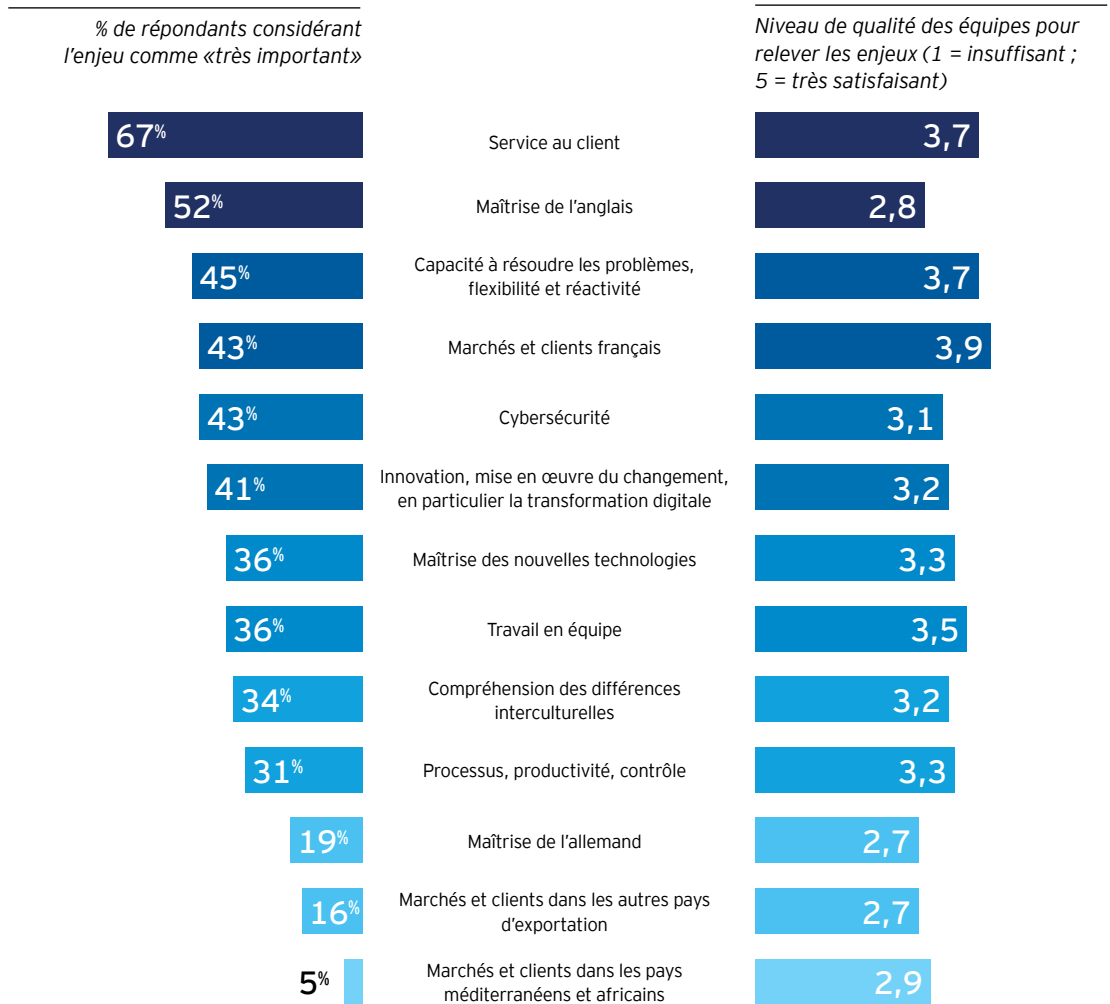


Figure 10



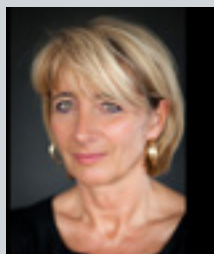
Face à la crise, quelles sont les priorités des entreprises allemandes en France pour rebondir ? Leurs équipes sont-elles prêtes ?

Cette année encore, le service au client reste l'enjeu numéro 1 sur le marché français. Et une fois de plus, les équipes françaises y font face très efficacement (note de satisfaction de 3,7 sur 5). La connaissance du marché et du client, qui va avec, se trouve au 4e rang. C'est un domaine que les équipes françaises maîtrisent particulièrement bien puisqu'il fait l'objet de la meilleure note (3,9 sur 5).

La capacité à résoudre les problèmes, la flexibilité et la réactivité conservent leur troisième place en importance, bien qu'elles perdent 12 points par rapport à 2018. Là encore, les équipes françaises se montrent à la hauteur (3,7 sur 5). Comme l'explique cet industriel, « *Le Français a une capacité de gymnastique intellectuelle lui permettant de trouver presque toujours une solution constructive et efficace à un problème* ».

La maîtrise de l'anglais, en revanche, fait un saut spectaculaire et passe de la sixième position en 2018 à la deuxième en 2020. La note de satisfaction n'est que de 2,8 sur 5. Ainsi, l'apprentissage de cette langue demeure un enjeu crucial pour la France.

Cependant, il est surprenant de voir que les dirigeants allemands accordent moins d'importance qu'il y a deux ans à la transformation digitale et aux nouvelles technologies. En effet, ces deux critères passent respectivement de 48% à 41% et de 43% à 36% entre 2018 et 2020. Il est vrai que nombre d'organisations publiques et privées sont déjà bien avancées dans ces domaines. Ils se rangent désormais derrière la cybersécurité, sujet crucial avec le développement du télétravail.



Sophie Dominjon
DEKRA France

„La France est un énorme vivier d'idées. La créativité et l'innovation ont donné naissance à de nombreuses pépites technologiques et start-ups“.

Dans chaque cas, les équipes semblent bien faire face. La crise sanitaire a montré une application pratique de ces sujets et, comme évoqué plus haut, nombre d'entreprises ont gagné deux à trois ans dans l'adoption de ces techniques.

Parler allemand au sein d'une entreprise allemande en France est aujourd'hui considéré comme un enjeu important par seulement 19% des répondants. Il faut souligner que l'importance de l'allemand dépend fortement du secteur d'activité.



Thierry Marchegay
Karl Schmidt France

„L'excellence du service clients est la raison principale de notre présence en France, les personnels français en contact avec les clients industriels sont effectivement plus motivés et compétents que leurs collègues allemands. Cependant, il faudrait encore favoriser l'apprentissage de l'allemand dans le transport et les formations commerciales en général en France.“

LA FRANCE PLUS QUE TOUJOURS TERRE DE CHOIX POUR LES IDE ALLEMANDS

6



Des critères d'implantation quasiment inchangés

Comme les années précédentes, nous avons demandé aux investisseurs allemands quelle importance ils accordent à un certain nombre de facteurs influant sur leur activité en France. Les deux premiers demeurent inchangés. Ainsi, 58% d'entre eux attribuent la plus haute importance aux charges sociales (contre 69% en 2018) et 55% à la fiscalité et aux charges sur les entreprises (contre 54% en 2018). Celles-ci restent, selon les personnes interrogées, trop lourdes.

Importance et satisfaction des principaux critères d'implantation

1 = très bien ; 6 = très mauvais

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

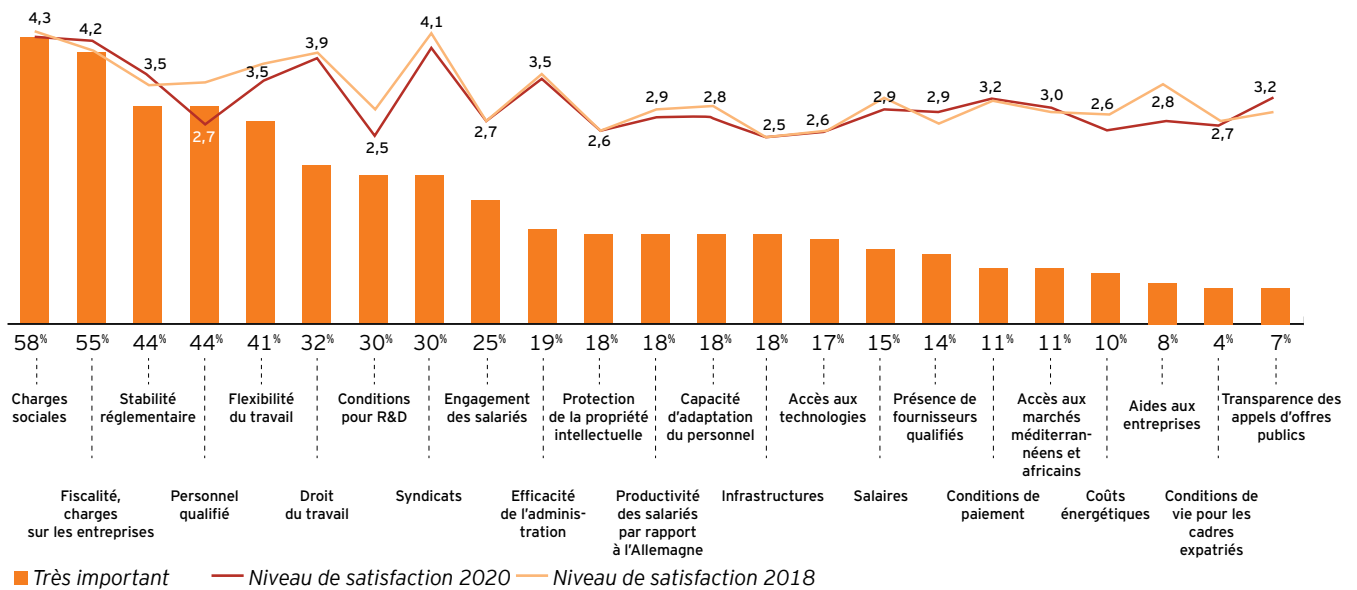


Figure 11



TGV, Metz

La stabilité réglementaire et le personnel qualifié sont désormais ex-aequo à la 3^e place avec 44%, suivis par la flexibilité du travail (41%) et le droit du travail (32%). Notons que les conditions pour la R&D ont décroché au sein du classement mais demeurent « très importantes » pour 30% des répondants. Les entretiens menés ont clairement démontré que l'environnement favorable pour la Recherche et Développement, qui inclue le Crédit Impôt Recherche et la formation des ingénieurs, est un élément-clé de l'attractivité de la France.



**Christelle
Garier-Reboul**
B. Braun

„Le dispositif du crédit d'impôt recherche (CIR) est à préserver à tout prix car il représente un avantage stratégique et compétitif, même par rapport à l'Allemagne. La formation des ingénieurs et le savoir-faire dans le domaine de la technologie sont deux autres atouts indéniables de la France“.



Francois Laurent
Covestro

„L'industrie séduit toujours les ingénieurs, mais elle attire peu dans les emplois les moins qualifiés. C'est avant tout l'apprentissage qui doit être davantage valorisé en France pour combler le manque de main d'œuvre et les difficultés de recrutement dans le domaine de la production. Même si le pays s'est amélioré dans ce domaine, le retard face à l'Allemagne reste majeur“.

Après les avoir désignés, les dirigeants ont été invités à évaluer ces critères d'implantation. Charges sociales, fiscalité et syndicats, obtiennent, un fois de plus, les plus mauvaises notes. Recherche et Développement, infrastructures, conditions de vie pour les expatriés ou coûts énergétiques demeurent parmi les plus appréciés.

On remarque surtout l'insatisfaction croissante concernant la pénurie de personnel qualifié dans certains métiers. Toutes les personnes interrogées louent la qualité de la formation des ingénieurs. Néanmoins, on note une certaine déception, en particulier dans l'industrie. En effet, malgré les progrès de l'apprentissage ces dernières années, les investisseurs déplorent un manque de main-d'œuvre motivée et qualifiée dans les métiers plus manuels. Les salariés les ont souvent choisis par dépit, sans réelle motivation. Cela influe sur la productivité et, en temps de crise, sur l'absentéisme.



Mouvements sociaux et attractivité

% de répondants

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

Comment évaluez-vous l'impact des récents événements sociaux sur l'attractivité de la France ?

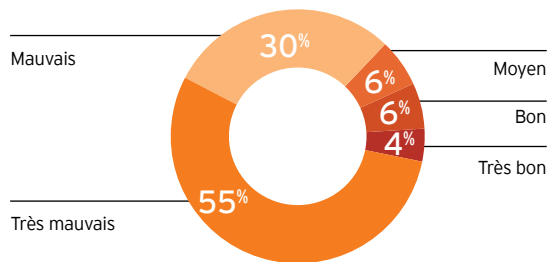


Figure 12

85% des répondants estiment que les récents mouvements sociaux ont un impact (très) mauvais sur l'attractivité du pays. Certains parlent même d'« insurrection sociale...qui gèle le système ». Cependant, d'autres nous ont expliqué que les problématiques sociales en France sont désormais considérées comme « normales » par leurs sièges allemands, qui « font avec » la tradition révolutionnaire du pays. De fait, cette image n'est pas toujours un obstacle à l'investissement, comme le montrent les éléments chiffrés d'avant la crise sanitaire.

„L'élément-clé pour un investisseur allemand est l'accès à un savoir-faire qu'il n'y a pas, ou pas en nombre suffisant, en Allemagne. La formation des ingénieurs français est de très grande qualité et le gouvernement promeut, entre autre, l'intelligence artificielle. Même s'il reste beaucoup à faire, c'est l'avenir. Pour avancer, la coopération franco-allemande ou européenne sous impulsion du moteur franco-allemand, est indispensable. Cela doit rester une priorité pour l'avenir“.



Heiko Carrie
Bosch France





Développement durable et attractivité

% de répondants

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

Considérez-vous les efforts déployés par le gouvernement français en faveur du développement durable suffisants pour assurer l'attractivité du pays ?

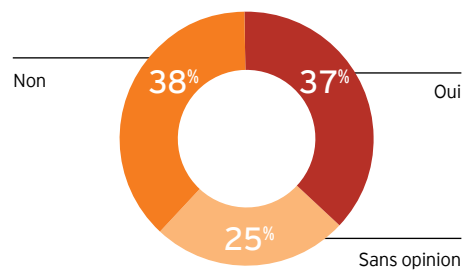


Figure 13

Développement durable et écologie gagnent en importance dans les préoccupations des dirigeants d'entreprises allemandes en France. À ce propos, 38% des répondants jugent que les efforts déployés par le gouvernement français pour le développement durable ne sont pas suffisants pour assurer l'attractivité du pays. Il devrait faire plus pour la transition énergétique, l'économie circulaire et le made in France. Toutefois, quasiment le même taux de répondants, soit 37%, pense le contraire et se dit plutôt satisfait. 25% demeurent sans opinion. Pourtant des opportunités prometteuses dans la mobilité, l'électricité et l'hydrogène apparaissent en France comme en Allemagne. Cela peut permettre de déployer la même stratégie dans les deux pays, selon un grand acteur du secteur.



Aller plus loin dans les réformes

Nos interlocuteurs estiment que la crise représente une excellente opportunité pour la France de se réformer en profondeur. Face à un avenir particulièrement imprévisible, les réformes doivent être pérennes malgré les changements politiques.

La revendication habituelle d'une vision et d'une politique de long terme mises en œuvre dans un cadre stable est encore plus d'actualité que par le passé et l'annonce d'un retour du commissariat au plan est bien reçue.

Au fil des différentes études, les entreprises allemandes demandent les mêmes mesures de fond. Celles-ci comprennent plus particulièrement :

- La réduction des charges patronales, des taxes et impôts surtout de production. En effet, le débat sur la baisse des impôts de production atteint aujourd'hui une nouvelle dimension. Certes, un pas dans la bonne direction a été effectué avec l'annonce de la baisse de 10 milliards d'euros dès 2021. Mais des allègements plus significatifs devraient être décidés afin de gagner en compétitivité au niveau international. Dans le même ordre d'idée, la volonté de l'État de relocaliser des activités industrielles en France est fortement appréciée, surtout si elle permet de renforcer les PME et les ETI.



„L'État français favorise les petites et les très grandes entreprises. Elles reçoivent de nombreuses aides. Il serait toutefois important de supporter également les acteurs de moyenne taille, pour les inciter à continuer d'investir, notamment dans la R&D, et ainsi contribuer au développement de l'économie française“.



Nicolas Denis
Messer France



- Toujours sur la fiscalité, nos interlocuteurs ont particulièrement insisté, cette année, sur une demande majeure : la simplification et l'harmonisation de la fiscalité franco-allemande dans le but d'alléger les charges et leur traitement administratif. Certains proposent même d'aller plus loin, en harmonisant les systèmes fiscaux de tous les pays membres de l'Union européenne.
- La nécessité de simplifier et de rendre plus flexible le marché du travail est toujours présente. La productivité des salariés français est considérée comme bonne mais la question des 35 heures demeure d'actualité pour certains. Le gouvernement a permis à certains secteurs de déroger aux limitations de la durée du travail inscrites dans le Code du travail mais une modification générale n'est pas prévue, ce qui est parfois regretté. Enfin, cette année encore, les dirigeants attendent davantage de coopération des syndicats lors des négociations collectives et déplorent leur faible représentativité.



Caroline Steinert
EY, Associate Partner,
Avocate fiscaliste

„Ces derniers mois, la France et l'Allemagne ont affirmé leur volonté de faire avancer ensemble le débat sur l'avenir européen. Pour Berlin et Paris, la mise en place d'une assiette commune d'impôt sur les sociétés demeure une priorité, comme la mise en place d'un système fiscal équitable dans l'UE. Ce système fiscal équitable passe, selon les deux partenaires, notamment par l'introduction d'une taxation minimale effective et une taxation équitable de l'économie numérique“.



- ▶ Autre demande classique, l'allègement de la « bureaucratie omniprésente et omnipuissante », surtout lorsqu'elle résulte d'une « surinterprétation » des directives européennes dans les lois et réglementations françaises. À plusieurs reprises, les

dirigeants ont mis en avant la tendance française à rajouter des obligations au cadre européen. Cette surenchère est un réel frein à l'investissement, en particulier dans les secteurs de la pharmacie, de la chimie et de l'agrochimie.

„Les principaux freins à l'attractivité de la France restent la complexité administrative, l'absence de prévisibilité des décisions d'ordre légal ou réglementaire, et l'application parfois excessive du principe de précaution sans avoir anticipé la mise en place de solutions alternatives. Il serait souhaitable que les réformes aillent plus loin afin de simplifier ce cadre. La qualité des formations de pointe, le foisonnement d'idées créatives qui donnent lieu à la création de start-ups, malheureusement pas assez soutenues dans leur développement, sont des atouts de la France sur lesquels nous devons capitaliser“.



Benoît Rabilloud
Bayer

La France demeure incontournable

Si la France reste bien positionnée dans la course aux investissements allemands, c'est parce qu'elle possède les atouts fondamentaux qui les attirent : la taille du marché intérieur, la compétence de la main d'œuvre, les infrastructures. Ils ont été mis en avant par quasiment toutes les entreprises interrogées. Le plan de relance peut aussi contribuer à son attractivité.

Cette année, les dirigeants évoquent un point fort pour l'avenir, qui démarque la France de l'Allemagne : la démographie. En 2018, l'indicateur conjoncturel de fécondité s'établit autour de 1,84 enfant par femme, contre 1,57 en Allemagne selon l'INED et Eurostat. Autorités et entreprises allemandes sont appelées à s'inspirer des infrastructures et programmes d'aides aux familles françaises.

Carte de variations de l'indicateur conjoncturel de fécondité en Europe

Eurostat, 2018

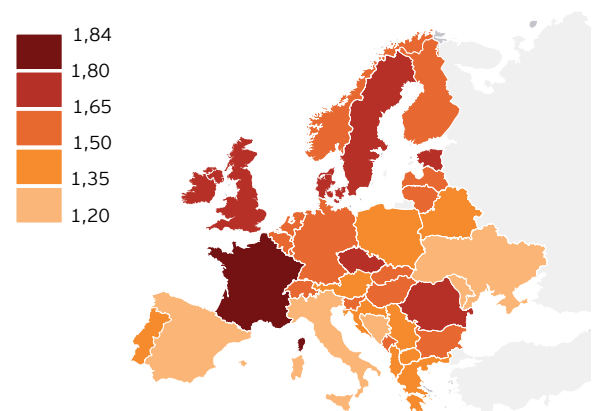


Figure 14



Critères qui peuvent influencer le choix d'un pays d'implantation

% de répondants jugeant le critère « très important »
Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

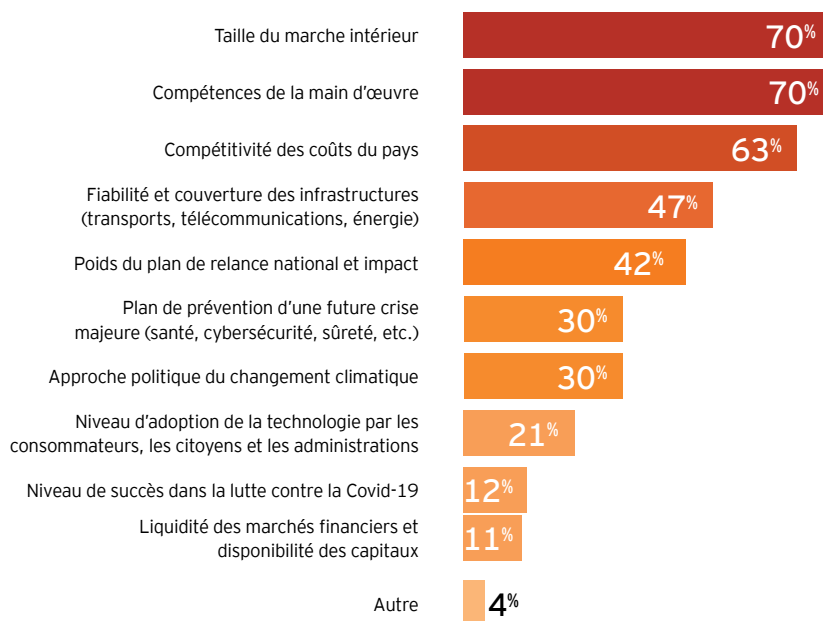


Figure 15



Hanno Klausmeier
SAP Labs France

„Infrastructures de qualité, qualité de vie élevée, main d'œuvre qualifiée : la France possède de nombreux atouts favorables aux investisseurs et en même temps indispensables pour attirer des talents“.

ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE POUR LES IDE EN 2019 : LA FRANCE N°1 EN EUROPE

7



Avant la crise : la France enfin au sommet tandis que l'Allemagne décroche

Les méthodologies et les chiffres varient d'une organisation à l'autre mais les enquêtes et analyses montrent une même tendance. La satisfaction des investisseurs allemands s'inscrit dans un mouvement plus large : en 2019, la France a pris la première place européenne pour l'accueil d'investissements internationaux. L'Île-de-France attire près du tiers de ces IDE, suivie par quelques grands pôles régionaux.

„La Région Grand Est est toujours une place attractive pour les groupes allemands et une zone forte d'investissements, ses entreprises démontrant leur capacité d'amélioration continue et leur créativité par rapport à la concurrence de pays dits « low costs »”.



Brigitte Barouky
EY, Associate Partner,
International Trade Flow
Allemagne



L'Europe reste une destination très attractive avec 6 412 nouveaux projets en 2019, soit une progression de +0,9%.



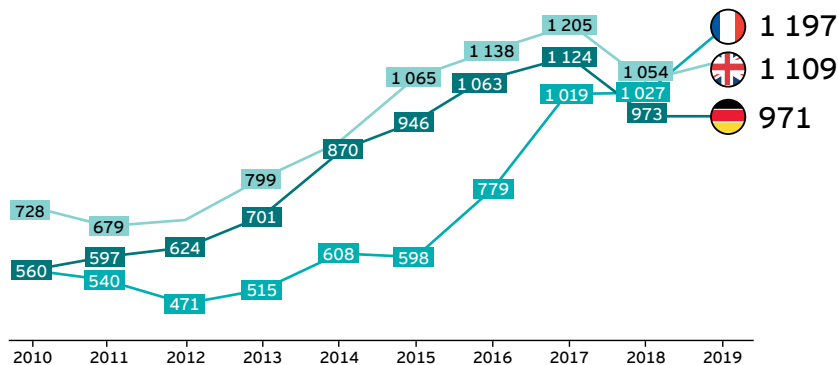
Avec une hausse spectaculaire de 17% des projets, les 1 197 annonces d'investissements étrangers en France ont propulsé l'Hexagone au rang de pays le plus attractif d'Europe l'année dernière.



L'Allemagne a enregistré 971 projets d'IDE, soit 0,2% de moins qu'en 2018.

Évolution des investissements directs étrangers

En nombre de projets, 2010-2019
Source : EY ILAS European Investment Monitor 2020



- France**
2019 : 1 197 projets
2018 : 1 027
+17%
- Royaume-Uni**
2019 : 1 109 projets
2018 : 1 054
+5%
- Allemagne**
2019 : 971 projets
2018 : 973
-0,2%

Figure 16



Industrie et logistique à l'honneur

Le débat sur les relocalisations a pris de l'ampleur avec la crise sanitaire. Selon nos interlocuteurs, la crise sanitaire a mis en exergue que les sites de production *low cost* ne sont pas toujours attractifs car « *l'importation de destinations lointaines freine la réactivité, critère indispensable pour réduire les délais de livraison aux clients* ». Pour assurer la compétitivité de ses usines allemandes et françaises, cet industriel table sur « *la qualité, la productivité et le lean* ». Cependant, un autre avertit : « *Attention, les pays de l'Est évoluent : capacités linguistiques fortes, éthique de travail, bonne énergie de fond* ».

De fait, en 2019 la France restait le premier pays d'accueil des projets d'investissement industriels avec 409 nouveaux projets. Les industriels allemands y contribuent largement. Selon EY, un tiers des IDE allemands en France sont des projets industriels, majoritairement des projets d'extension de sites existants.



En Europe en 2019, les IDE industriels ont décliné de 10%, résultant principalement des incertitudes liées au Brexit et les difficultés de l'industrie allemande.

Fait révélateur, au sein du Top 3, le **Royaume-Uni** est le seul pays qui enregistre une baisse des IDE industriels (**-6%, avec 132 projets**).

Source : EY ILAS European Investment Monitor 2020



Christophe Charoy
Multivac

„La région parisienne est trop chère, trop dense. Le gouvernement devrait davantage mettre en valeur les autres régions et proposer aux entreprises des sites d'investissement avec des avantages fiscaux“.



En 2019, la France continue son accélération (+21% entre 2018 et 2019) et conserve sa première place européenne qu'elle occupe depuis maintenant **10 ans**, avec 248 projets en plus qu'en Allemagne.

En France **77% des IDE sont des projets d'extension des sites existants**, tandis qu'en Allemagne, un projet sur deux est une création.

Source : EY ILAS European Investment Monitor 2020



Évolution des investissements directs étrangers dans l'industrie

En nombre de projets, 2010-2019

Source : EY ILAS European Investment Monitor 2020

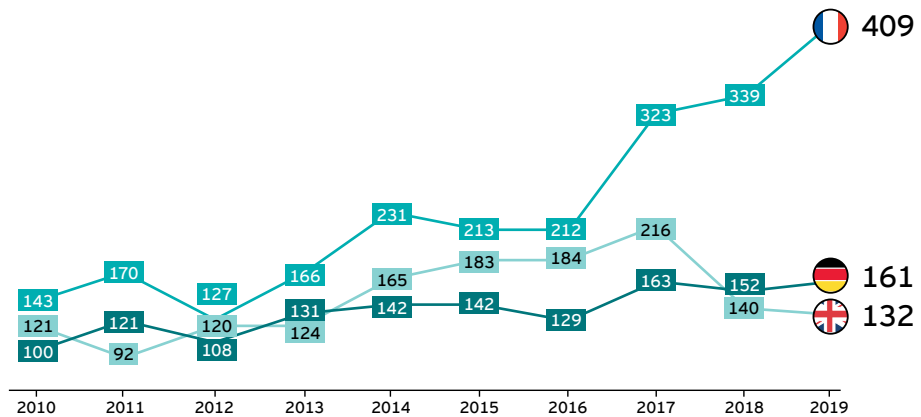


Figure 17

Le secteur de la logistique est lui aussi sous les feux de l'actualité en 2020. La France reste le leader européen et transporteurs et logisticiens allemands sont au premier rang des investisseurs.

Depuis 2014, le secteur connaît une croissance moyenne de **20% par an**, nettement plus rapide que celle de l'ensemble de l'économie. Avec **4,7 milliards d'euros** investis en 2019, en hausse de 76% par rapport à l'année 2018, le marché de l'immobilier

logistique enregistre un volume sans précédent selon JLL. Néanmoins, la nouvelle géopolitique des investissements directs étrangers et le mouvement de démondialisation des *supply chains* entamé avant la crise sanitaire a eu un impact négatif sur l'implantation des nouveaux centres partout en Europe.

Source : Baromètre EY de l'attractivité de la France 2020, EY EIM 2020, Business France 2019, JLL 2019

Top 3 des pays d'accueil de centres logistiques en Europe

En nombre de projets, 2018-2019

Source : EY ILAS European Investment Monitor 2020

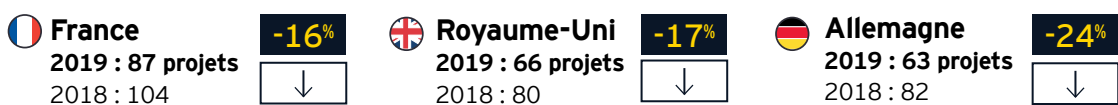


Figure 18



L'Allemagne reste le 1^{er} investisseur européen et le 2^e mondial en France

Tout comme les années précédentes, les entreprises allemandes investissent d'abord en Allemagne. Ensuite viennent la Chine et l'Inde à égalité. Elles s'imposent devant les États-Unis et le Canada. La France demeure le 6^{ème} pays le plus attractif, exactement comme il y a deux ans. Certains pays européens et la Grande Bretagne suivent de près. En bas de l'échelle se trouvent cette année encore le Brésil, la Russie, l'Espagne, les pays d'Europe Centrale et Orientale, ainsi que les autres pays des continents sud-américain et asiatique. Enfin, le Maghreb et l'Afrique subsaharienne demeurent en bas du classement mais nombre d'entreprises utilisent la France comme porte d'entrée pour ces marchés.

Évaluation de l'attractivité des pays pour de nouveaux investissements

% de répondants jugeant le pays «très attractif»
 Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

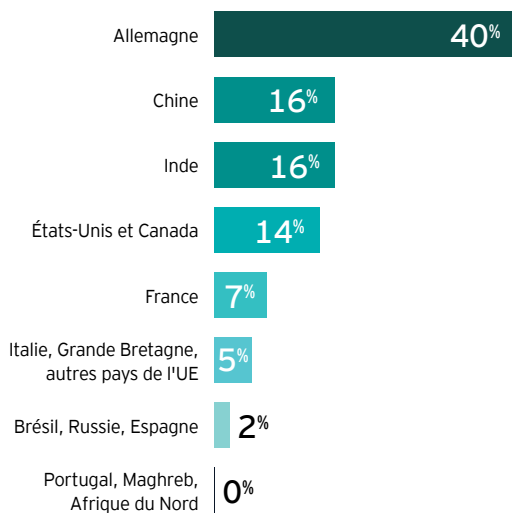


Figure 19



MÉTHODOLOGIE

8



La Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie et Business France estiment à plus de 2 500 le nombre d'entreprises allemandes implantées en France. Il s'agit de sociétés juridiquement autonomes opérant sur le territoire français et dont le capital social est détenu majoritairement par une entité allemande.

Les entreprises allemandes en France ont été invitées à répondre à un questionnaire en ligne entre juin et août 2020. Celui-ci était composé de 48 questions, dont une dizaine sur les effets de la crise sanitaire.

Au total, plus d'une centaine d'entreprises ont participé à cette édition. Le secteur d'activité et la taille des entreprises en termes de chiffre d'affaires et nombre d'employés sont représentatifs des investissements allemands dans le pays.

Nous avons procédé à 23 entretiens qualitatifs afin d'enrichir les éléments chiffrés. Les participants représentent 15,8 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 38 000 salariés en France, soit environ 12% des emplois des sociétés allemandes en France.

Activité principale de l'entreprise

% de répondants

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

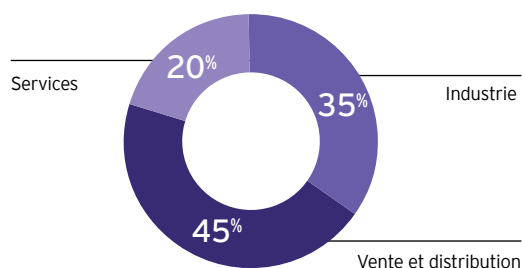


Figure 20

45% des entreprises ayant participé à l'étude appartiennent au secteur de ventes et de distribution, 35% à celui de l'industrie et 20% opèrent dans le domaine des services.





La Défense, Paris

Chiffre d'affaires

% de répondants

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

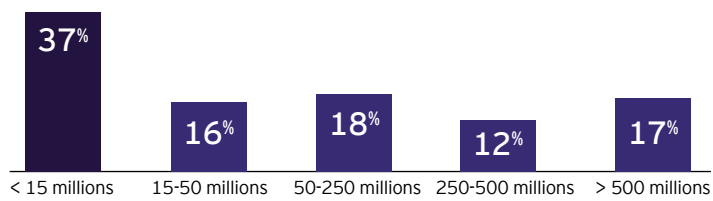


Figure 21

63% des entreprises qui ont répondu au questionnaire ont réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 15 millions d'euros, une légère baisse comparée aux 67% en 2017. Plus d'un tiers des répondants se trouvent en-dessous de la barre des 15 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Effectifs en France au 31 mars 2020

% de répondants

Source : Enquête CFACI/EY Les entreprises allemandes en France, Situation économique et perspectives 2020 - 2024

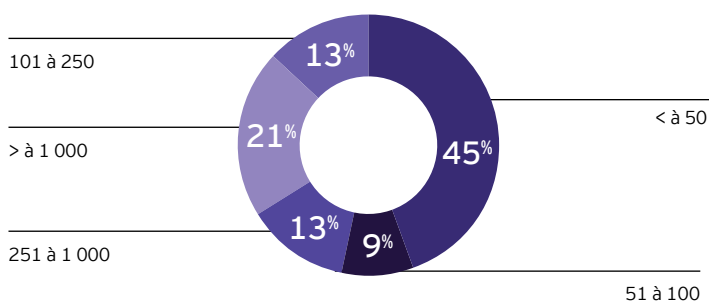


Figure 22



67% des entreprises interrogées comptent jusqu'à 250 salariés au 31 mars 2020. Les entreprises ayant un effectif entre 251 et 1 000 salariés représentent 13% des répondants..

CONTACTS

9



Deutsch-Französische
Industrie- und Handelskammer
Chambre Franco-Allemande
de Commerce et d'Industrie

La Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie (CFACI) réunit environ 800 entreprises membres pour lesquels l'entretien et le développement des relations commerciales franco-allemandes revêtent une importance particulière. Elle appartient au réseau des Chambres de commerce allemandes à l'étranger (AHK) reconnues par la Fédération des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK). Soutenue par le Ministère Fédéral de l'Économie et de l'Énergie, elle représente à ce titre l'économie allemande en France. L'appartenance au réseau mondial d'environ 140 Chambres de Commerce et délégations représentées dans près de 92 pays lui permet d'offrir un soutien d'excellence aux entreprises dans leurs activités internationales. Retrouvez plus d'informations sur www.francoallemand.com

Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

18, rue Balard
F- 75015 Paris
Tél. : 00 33 (0)1 40 58 35 35

Deutsch-Französische Industrie
und Handelskammer
Charlottenstraße 16
D- 10117 Berlin
Tél. : 00 49 (0) 30 206 790 43

www.francoallemand.com
www.frankreich.ahk.de



Building a better
working world

EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du consulting, des transactions, de la fiscalité et du droit. Avec près de 300 000 collaborateurs répartis dans plus de 150 pays, l'international fait partie de son quotidien.

Les opérations transfrontières peuvent soulever d'importantes questions financières, fiscales, sociales, organisationnelles et interculturelles. Pour répondre à ces enjeux, EY a composé, en France, des équipes pluridisciplinaires spécialisées dans l'international, inbound et outbound, pour plusieurs zones géographiques, dont l'Allemagne. L'équipe franco-allemande d'EY est dédiée aux intérêts de ses clients français et allemands. Elle est constituée d'un réseau de professionnels représentant tous les métiers d'EY. Ils sont situés de part et d'autre du Rhin et disposent d'une expertise spécifique dans le contexte franco-allemand.

EY

Tour First
1, place des Saisons
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex,
France
Tél. : 00-33-(0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr



Paris

L'équipe de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie

Patrick Brandmaier

Directeur Général

pbrandmaier@francoallemand.com

Développement Commercial

Sophie Cabotte

scabotte@francoallemand.com

Formations

Olga Hein

ohein@francoallemand.com

Droit & Fiscalité

Aurore Libéral

aliberal@francoallemand.com

Environnement

Christa Geissinger

cgeissinger@francoallemand.com

Membres & Evénements

Tina Waedt

twaedt@francoallemand.com

PR & Conférences

Wolfgang Krill de Capello

wkrill@francoallemand.com

Communication & Presse

Alexandra Seidel-Lauer

aseidel@francoallemand.com

Représentation en Allemagne

Martina Mousseau

mmousseau@francoallemand.com

Marché de l'emploi

Catherine Cotting

ccotting@francoallemand.com

L'équipe franco-allemande d'EY

International Trade Flow

Jean-Roch Varon

Associé, leader de l'activité Audit & Conseil en finance, Western Europe & Maghreb

Stéphanie Merle-Mortel,

Associé, International Trade Flow Audit et FAAS*

Audit et FAAS* franco-allemand

Charlotte Jansen

Associate Partner, International Trade Flow Allemagne

Brigitte Barouky

Associate Partner, International Trade Flow Allemagne

Juridique & Fiscal franco-allemand

Caroline Steinert

Associate Partner, Avocate, Fiscaliste

Paule Welter

Associate Partner, Avocate, Droit social

Consulting franco-allemand

Fabrice Reynaud

Associate Partner

Cedric Foray

EY-Parthenon, Associé

Transactions franco-allemandes

Paul Gerber

Partner

* FAAS : Financial accounting advisory services



EY est un des leaders mondiaux de l'audit, du conseil, de la fiscalité et du droit, des transactions. Partout dans le monde, notre expertise et la qualité de nos services contribuent à créer les conditions de la confiance dans l'économie et les marchés financiers. Nous faisons grandir les talents afin qu'ensemble, ils accompagnent les organisations vers une croissance pérenne. C'est ainsi que nous jouons un rôle actif dans la construction d'un monde plus juste et plus équilibré pour nos équipes, nos clients et la société dans son ensemble.

EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun est une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et traite les données personnelles, ainsi que sur les droits dont bénéficient les personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données, sont disponibles à l'adresse suivante : ey.com/privacy. Retrouvez plus d'informations sur notre organisation sur www.ey.com.



© 2020 EY & Associés.
Tous droits réservés.

Studio BMC France - 2009BMC190-01
SCORE France N° 2020-121.
ED NONE.

Document imprimé conformément à l'engagement d'EY de réduire son empreinte sur l'environnement.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale ou autre. Pour toute question spécifique, vous devez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr